

Alberta : horizon 2019–2020

L'ALBERTA ATTEND UN NOUVEAU BUDGET SUR FOND DE REPRISE QUI S'INSCRIT DANS LA DURÉE

La conjoncture pire qu'attendu — arrimée à l'investissement pétrogazier, mais qui s'étend nettement au-delà de cette industrie — explique une nouvelle révision à la baisse des prévisions de la croissance de l'Alberta en 2019. Les entreprises ont réduit leurs dépenses en immobilisations en réaction à l'incertitude vis-à-vis de la capacité insuffisante dans le transport par oléoduc, tendance qui se répercute sur le plongeon des installations de forage actif en mai, dont le nombre a atteint le deuxième creux dans les annales pour ce mois. Dans l'ensemble de cette province, les achats au détail et les achats de voitures se sont ralenti substantiellement par rapport à l'an dernier, tout comme l'activité de construction de logements, même si dans les grandes villes, les ventes de logements semblent avoir rebondi par rapport à leur creux.

Les marchés continuent de s'adapter aux contingents de production pétrolière décrétés par le gouvernement pour réduire le différentiel entre le cours du WCS (Western Canada Select) et le cours repère du WTI (West Texas Intermediate). En réaction à cette politique de contingentement, les cours du WCS ont progressé pour dépasser le niveau qui correspond aux frais de transport, ce qui a dérentabilisé le transport ferroviaire et comprimé les exportations de pétrole. Bien que cette évolution soit appelée à donner lieu à un nouvel allégement des contingents de production à mesure que l'année progresse, puisque l'oléoduc de la Ligne 3 est retardé et qu'il est improbable que l'oléoduc TransMountain soit achevé avant au moins 2022, l'équilibre durable entre l'offre et la demande dans le secteur pétrolier — ainsi qu'une conjoncture plus stable de l'investissement — pourrait ne pas se matérialiser avant quelques années.

Nous nous attendons aujourd'hui à ce que l'Alberta efface d'ici 2020, plutôt que vers la fin de cette année, sa contraction de 7,4 % dans la production de 2015-2016; or, cette province devrait éviter la récession en 2019. La diversification hors du secteur pétrogazier continue de représenter un défi de taille à long terme; toutefois, après un gain de 7 % sur deux ans par rapport à 2017-2018 — ce qui est supérieur à toutes les autres provinces —, le secteur de l'énergie exerce une influence plus modeste sur l'ensemble de l'économie — pour la production comme pour l'emploi — par rapport aux années qui ont précédé le dernier repli de l'économie. À la différence des replis antérieurs, l'embauche à temps plein se poursuit dans l'activité manufacturière et dans l'essentiel du secteur des services. L'Alberta continue aussi d'attirer des nouveaux arrivants compétents et les migrants d'autres provinces, mais à un rythme plus modeste par rapport à la dernière flambée des cours du pétrole.

Il n'empêche qu'il n'est pas du tout question que certains segments de la population subissent les contrecoups de la transition soutenue de l'économie albertaine avec une croissance davantage axée sur les services. L'emploi à temps plein pour les travailleurs du principal groupe d'âge de la population active est toujours appelé à se rétablir complètement du fléchissement de 2015-2016 (graphique), et tout porte à croire que les travailleurs plus jeunes, des zones rurales et moins instruits n'ont pas réalisé les mêmes avantages que les autres travailleurs pendant l'essor économique et le relèvement de la création d'emplois constaté depuis 2017.

Motivé en partie par ces difficultés, le premier budget du nouveau gouvernement — qui sera déposé à l'automne — laisse entrevoir un basculement fondamental de la politique budgétaire. Pour muscler l'investissement, le taux d'imposition des bénéfices des sociétés sera réduit de quatre points — à 8 % — sur quatre ans. Les dépenses des programmes resteront étales durant l'EF 23 pour équilibrer le budget d'ici là, et les hausses des dépenses d'infrastructure déjà planifiées seront probablement réduites. Nous sommes favorables à la priorité consacrée à l'attraction de l'investissement et à la maîtrise des coûts; or, des facteurs comme la plus grande compétitivité de l'industrie des hydrocarbures de schiste aux États-Unis signifient qu'il est improbable que l'on assiste à un retour à la conjoncture de 2010-2014.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces

416.866.4733

Études économiques de la Banque Scotia

marc.desormeaux@scotiabank.com

Alberta

variation en %, sauf indication contraire

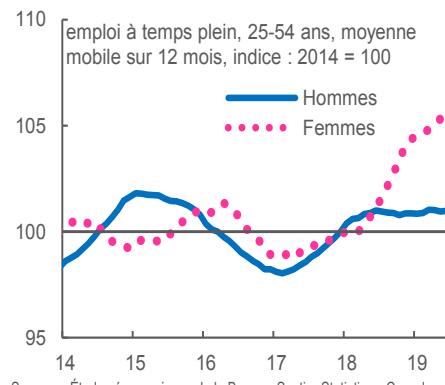
Conjoncture économique	17	18e	19p	20p
PIB réel	4,4	2,3	0,5	2,5
PIB nominal	10,0	4,5	1,3	4,6
Emploi	1,0	1,9	1,0	1,0
Taux de chômage en %	7,8	6,6	6,7	6,8
Mises en chantier de logements en milliers	29	26	26	30
Situation budgétaire	EF18	EF19	EF20	
Solde du budget, en % du PIB	-2,4	-2,0	-2,2	
Dette nette, en % du PIB*	5,8	7,9	10,7	

PIB nominal prévu : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada,

SCHL et ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador.

La reprise inégale de l'Alberta



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000-17	2.1	2.4	1.8	1.3	1.2	1.8	2.0	2.3	2.0	2.8	2.7
2017	3.0	0.9	3.5	1.5	1.8	2.8	2.8	3.2	2.2	4.4	3.8
2018e	1.9	-2.7	2.6	1.2	0.1	2.5	2.3	1.3	1.6	2.3	2.4
2019p	1.4	2.0	2.1	1.3	0.6	2.1	1.4	1.5	1.4	0.5	2.2
2020p	2.0	0.8	2.0	1.3	0.8	1.8	1.8	1.5	1.6	2.5	3.0
PIB nominal											
2000-17	4.3	5.6	4.2	3.3	3.4	3.7	3.9	4.4	5.4	5.9	4.7
2017	5.6	4.3	4.8	2.9	4.3	5.0	4.1	5.4	4.8	10.0	6.9
2018e	3.6	0.5	4.6	3.2	1.9	4.2	3.5	3.1	3.8	4.5	4.4
2019p	2.7	3.0	4.1	3.0	2.2	3.2	2.6	3.3	3.3	1.3	4.2
2020p	4.2	3.9	3.9	3.3	2.5	3.7	3.7	3.3	4.0	4.6	5.7
Emploi											
2000-17	1.4	0.6	1.1	0.6	0.4	1.3	1.3	1.0	1.1	2.2	1.5
2017	1.9	-3.7	3.1	0.6	0.4	2.2	1.8	1.7	-0.2	1.0	3.7
2018	1.3	0.5	3.0	1.5	0.3	0.9	1.6	0.6	0.4	1.9	1.1
2019p	2.1	1.9	1.4	2.3	0.5	1.5	2.5	1.2	1.6	1.0	3.0
2020p	1.0	0.2	0.8	0.3	0.2	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	1.5
Taux de chômage (%)											
2000-17	7.1	14.3	11.1	8.8	9.5	7.9	7.0	5.1	5.0	5.3	6.5
2017	6.3	14.8	9.8	8.4	8.1	6.1	6.0	5.4	6.3	7.8	5.1
2018	5.8	13.8	9.4	7.6	8.0	5.5	5.6	6.0	6.1	6.6	4.7
2019p	5.7	11.8	9.0	6.8	8.0	5.2	5.6	5.5	5.5	6.7	4.6
2020p	5.9	11.6	9.0	6.8	8.0	5.4	5.8	5.5	5.5	6.8	4.7
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000-17	200	2.5	0.8	4.3	3.4	44	72	5.2	5.2	34	29
2017	220	1.4	0.9	4.0	2.3	46	79	7.5	4.9	29	44
2018	213	1.1	1.1	4.8	2.3	47	79	7.4	3.6	26	41
2019p	202	1.0	0.9	3.9	2.1	46	69	6.8	3.2	26	44
2020p	199	1.3	0.8	3.8	2.0	41	72	6.0	4.8	30	37
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000-17	1,657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180
2017	2,041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235
2018	1,984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1,935	30	9	51	39	447	813	60	49	220	217
2020p	1,915	30	9	50	37	440	800	56	48	217	228
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2017	-18,957	-1,148	-1	151	-117	2,361	-2,435	-789	-1,218	-10,784	2,727
2018	-18,961	-911	1	230	67	2,622	-3,672	-695	-303	-8,023	301
2019e	-11,815	-522	14	28	5	2,500	-11,700	-470	-380	-6,711	374

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutrice découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de coches de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.